

# **Les Problèmes du Socialisme**

---

---

**N° 1.**

**Prix : 0 fr. 60**

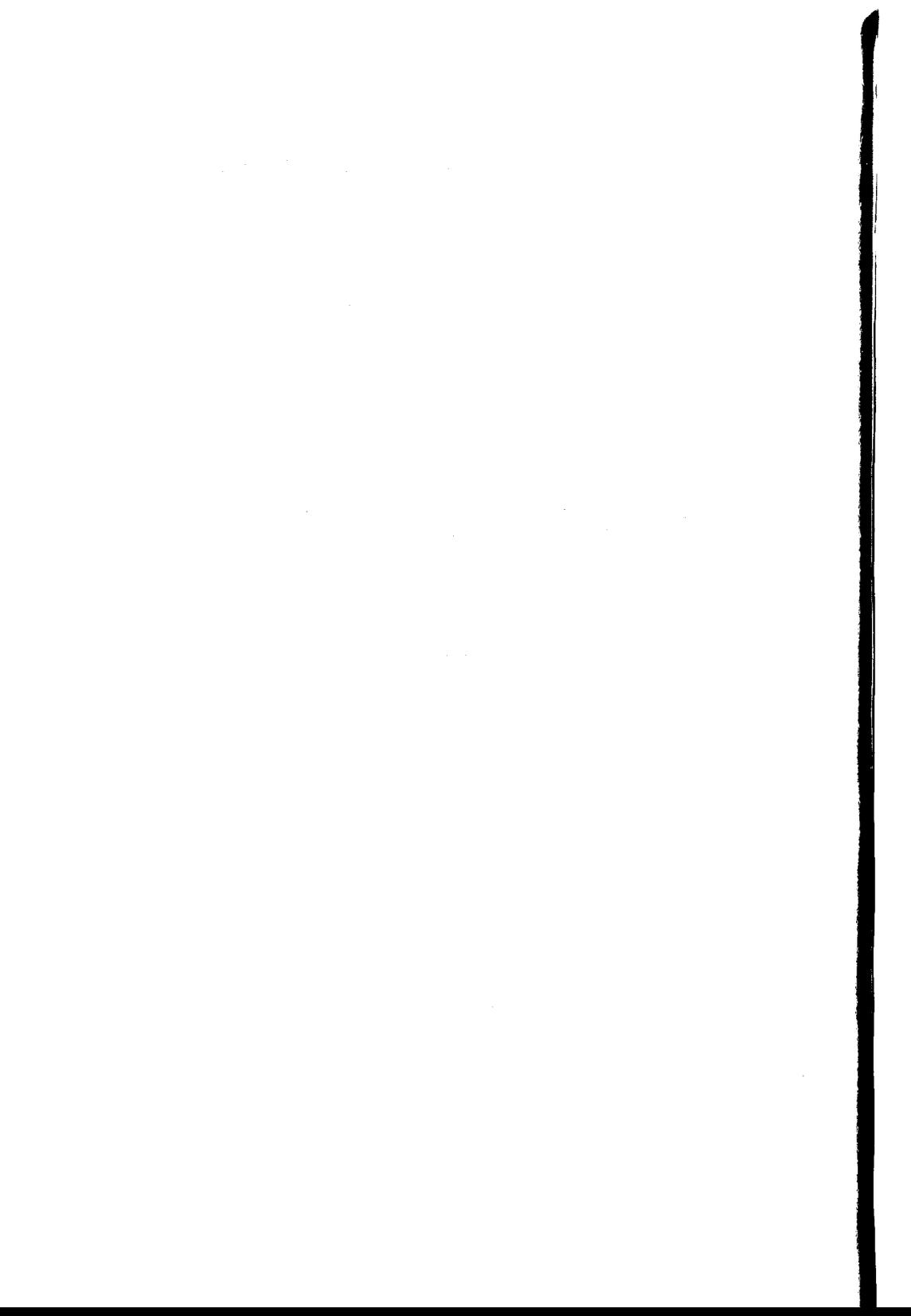
## **LA CRISE SOCIALISTE ET SA SOLUTION**

par

**Charles RAPPOPORT**



OCTOBRE 1918



## Deux Orientations

---

Nous n'avons aucune envie de parler des motions votées au dernier Conseil National qui a renversé l'ancienne Majorité du Parti. Ce sont des plats de cuisine. Et les cuisiniers-chefs eux-mêmes en sont souvent dégoûtés. Car ils en connaissent le secret et la composition faite non selon leur goût, mais dans le but de réunir le plus grand nombre de convives...

Il y a aussi les gâte-sauces, les émigrés de la tendance opposée qui savent, avec une habileté sans scrupule, glisser en un bon endroit, une toute petite phrase qui nous transforme, comme par enchantement, une motion minoritaire en une motion majoritaire.

Les délégués de province qui mènent, chacun à sa place, le difficile combat pour les principes, n'y voient goutte. D'ailleurs dans tous les congrès, les motions que, pour la plupart on ne lit pas, même lorsqu'elles ne sont pas illisibles, ce qui est rare, n'ont qu'un caractère symbolique. Elles marquent le chemin, la direction qu'on veut suivre ou éviter. Avant la guerre, on se groupait autour d'une « motion jauréssiste » ou d'une « motion guesdiste ». Depuis la guerre, on se compte sur une motion « majoritaire » ou sur une « motion minoritaire ». Cela ne veut pas dire qu'on approuve tous les termes d'une motion qui sont souvent contradictoires et équivoques. Le vote d'une « motion » indique tout simplement l'orientation que l'on préfère. On se dirige à droite ou à gauche sans connaître les détails du chemin.

Au dernier Conseil National, bien des Kienthaliens, ou tout simplement des socialistes restés fidèles à la tactique traditionnelle et éprouvée du Parti, ont voté pour la « motion minoritaire » de la nouvelle majorité, pour marquer la nécessité absolue de changer l'orientation du Parti socialiste, qui l'est si peu !

On connaît, hélas ! l'orientation du Parti pendant les quatre années — on aurait dit quatre siècles ! — de la guerre mondiale. Cette orientation, pour la résumer *grosso modo*, fut belliciste, gouvernementale, nationaliste et, à l'extrême droite où commence le règne des 41 cava-

liers seuls, revisionniste et exterministe. Toutes les glorieuses traditions socialistes d'une lutte demi-séculaire furent sacrifiées sur l'autel des intérêts mal compris de la patrie bourgeoise qu'on prétendait sauver en la vouant au Moloch sanglant et insatiable. On a fait la paix avec le régime qui n'a pas cessé de combattre le socialisme en s'alliant avec les pires réactionnaires et déclaré la guerre aux principes socialistes et à l'Internationale.

Les résultats furent désastreux. Nos adversaires de classe, tout en profitant des défaillances socialistes, ne cessèrent pas de proclamer « la faillite du socialisme », « la mort de l'Internationale ». Ils furent tout prêts de se consoler de la mauvaise tournure des affaires, du moment que l'Internationale socialiste avait été mise à mal. Ce fut le bénéfice de guerre le plus clair de toutes les bourgeoisies du monde. Nous n'y trouvons pas matière au moindre étonnement. Nous savions et nous disions toujours que la lutte contre le socialisme international fut une des raisons les plus profondes de la guerre mondiale.

Une fois l'Internationale supprimée, « l'objectif fut atteint », pour employer le style des communiqués. Les socialistes majoritaires ont ainsi prêté main forte à la destruction momentanée du socialisme.

Et non seulement le socialisme, mais la République elle-même, fut livrée et sacrifiée. La guerre fut le triomphe de la politique nationaliste et réactionnaire. Et le « nationalisme intégral », dans tous les pays, ne fut pas d'humeur à se laisser ravir les fruits de sa victoire. Toute peine mérite un salaire. Et les maîtres de l'heure demandaient des têtes républicaines comme prix des services rendus et pour assouvir leur haine sauvage de la Gueuse. On a commencé par vider la République de tout contenu républicain et introduire l'ennemi dans la place. Et cela avec le concours du socialisme *participant* ! Des majoritaires les plus aveugles commencent, comme M. Britling, le héros d'un roman « centriste », à *voir clair*...

Les minoritaires, groupés autour de Longuet, Mistral, Pressemane, Paul Faure, Maurin et Verfeuil, promettent un changement d'orientation. Ils ne sont ni bellicistes, ni nationalistes, ni exterministes. Ils réclament la paix et la réunion de l'Internationale. L'immense majorité des militants socialistes est décidée à leur confier le pouvoir du Parti — pour les voir à l'œuvre. Jusqu'ici, les parlementaires de la minorité n'ont pas péché par l'audace et

l'initiative. Mais on compte qu'une fois au pouvoir, ils mettront leur honneur à faire mentir le fameux refrain :

*C'était pas la peine, assurément,  
De changer le gouvernement...*

Nous aussi, nous voulons les voir à l'œuvre, et nous comptons sur les militants de province et de Paris pour obtenir de la nouvelle majorité une action efficace pour la paix et le socialisme, inséparablement unis. Dans le cas contraire, les luttes des dernières trois années n'aboutiraient qu'à un changement de façade : au lieu d'avoir, dans le Parti, *deux* minorités, on aurait *deux* majorités : celle de Renaudel et celle de Longuet. Il dépend de la masse militante qu'il n'en soit pas ainsi.

Le prochain Congrès national de Paris ne sera pas une bagarre de personnes, mais une lutte d'idées et de méthodes.

S'il remplit pleinement sa tâche, il faut qu'il s'occupe sérieusement de trois catégories de problèmes : 1° *Les problèmes socialistes d'avant-guerre* et qui, malgré tout, subsistent : ceux du réformisme et de la collaboration des classes sous toutes ses formes ; 2° *Les problèmes provoqués par la guerre* : la conception socialiste de la défense nationale et l'action internationale permanente ; 3° *Les problèmes d'après-guerre* : l'organisation socialiste et les rapports entre le socialisme et la démocratie. Cette dernière question est posée surtout par la Révolution russe.

Nous traiterons toutes ces questions dans l'ordre indiqué.

---

---

## Réformisme ou Socialisme ?

Les réformistes, ayant Albert Thomas et Varenne en tête, voudraient profiter de la guerre pour engager le Parti Socialiste dans une voie nouvelle que l'on a cru barrée depuis le Congrès d'Amsterdam (1904). *Pour eux*, le vote des crédits militaires interdit formellement à toutes les sections de l'Internationale, sans distinction du temps de paix ou de guerre, n'est pas tant un acte de défense nationale qu'une action de défense réformiste et opportuniste. Le détournement de Jules Guesde par Sembat et Varenne fut leur coup de maître : ils ont désarmé ainsi un redoutable adversaire. La guerre, conformément à sa na-

ture intime, devait marquer un recul sur tous les domaines ; elle signifie la réaction politique et sociale — en attendant le règlement des comptes définitifs.

Force nous est de reparler du réformisme que Thomas et ses quarante opportunistes qui ne veulent pas mourir nous offrent, enveloppé dans les plis du drapeau national.

La classe ouvrière n'est pas ennemie des réformes ; elle les revendique toujours. Victime de toutes les iniquités et endurant toutes les misères, elle n'a le droit de faire fi d'aucune amélioration, si minime qu'elle fût. Mais la classe ouvrière consciente n'est pas un parti de *réforme sociale* ; c'est un Parti de *transformation sociale* ou plus exactement, socialiste ou communiste. Ainsi qu'écrivait Marx à propos de Schweizer qui négociait secrètement avec Bismarck la *participation* des socialistes allemands : « La classe ouvrière n'est rien si elle n'est pas révolutionnaire ». La classe ouvrière ne vend pas sa primauté révolutionnaire pour un plat de lentilles réformiste ou pour contribuer au rapide avancement ministériel de quelques chefs trop pressés.

On peut être pour les réformes, pour toutes les réformes sans être pour cela, de près ou de loin, réformiste. En effet, le réformiste ne se contente pas de lutter, dans un esprit socialiste, pour le programme minimum du Parti socialiste ; il remplace le socialisme par le réformisme.

Le réformisme doctrinal type Albert Thomas ou Varenne ne voit ni les *limites*, ni le *but* final, ni les ressources ou les *moyens* du réformisme bourgeois, ni ses *conséquences*.

Le réformisme bourgeois dont le réformisme dit socialiste n'est que le serviteur fidèle, n'avouera jamais que toute réforme bourgeoise se heurte à son *nec plus ultra*, à sa limite naturelle : la propriété-monopole. Le bourgeois, pour sauver sa domination de classe, accordera toutes les concessions telle femme légère, sauf ça. Et ça : c'est la propriété. Il se fera plutôt anarchiste individualiste, lanceur de bombes, incendiaire et assassin du monde que de céder sur « le tout » — la propriété capitaliste. Le socialiste conscient le sait. Et voilà pourquoi tout en réclamant des réformes, il n'en est pas la dupe. Il demande plus et mieux. Il réclame LA réforme. Autrement dit, il exige que le régime capitaliste soit une fois pour toutes *réformé* dans le sens militaire du mot, c'est-à-dire mis hors d'état de nuire et de considérer le peuple travailleur comme sa bête de somme, sa chose, chair à exploitation et à destruction.

Le but du réformisme est conservateur et contre-révolutionnaire. Il concède, après mille grimaces, quelques améliorations de détail pour garder le reste. Il cherche à désarmer la classe ouvrière, à désocialiser ses chefs et à la river avec des chaînes d'autant plus solides qu'elles sont dorées... En un mot, comme disait excellemment Jules Guesde, la bourgeoisie capitaliste jette un os au cerbère populaire pour l'empêcher d'aboyer et de mordre.

Nos réformistes n'ont pas l'air de s'en apercevoir. Et, s'ils le savent, ils font sciemment le jeu de nos adversaires. Nous écartons cette dernière hypothèse, ce serait par trop triste.

Les conséquences du réformisme sont donc bien négatives. Elles affaiblissent la classe ouvrière au lieu de la fortifier pour et par la lutte. Ce sont des gaz asphyxiants qui l'étourdissent.

D'ailleurs, le réformisme, pour être sérieux et efficace, demande des ressources immenses. Or, la société capitaliste, par la paix armée et plus encore par la guerre, absorbe toutes les ressources disponibles du régime. Il n'en reste rien pour les réformes d'une grande envergure. Elle reprend par la main droite ce qu'elle accorde par la main gauche. Et on a pu souvent constater que, après avoir mis la classe ouvrière en appétit par des promesses alléchantes, la bourgeoisie régnante, au moment de l'échéance, lui tourne le dos ou lui envoie du plomb à la place du pain réformiste.

La faillite du réformisme doctrinal est donc certaine. Et voilà pourquoi notre charte d'unité le condamne tout en réclamant des réformes possibles. Les réformistes qui ont des raisons spéciales pour se fermer les yeux et se boucher les oreilles se mettent pour cela même moralement hors de l'unité qu'ils invoquent en vain à tout bout de champ.

La tactique jauressiste fut *partiellement* réformiste, car elle considérait le socialisme comme une série de réformes *additionnées*. Mais la personne de Jaurès, son génie idéaliste, son tempérament révolutionnaire, sa propagande incessante et éloquente de *l'idéal socialiste*, dépassaient sa propre tactique. Mais qu'on nous montre *un seul* article socialiste de nos chefs réformistes actuels ! Marx en protestant contre des fausses interprétations de sa doctrine disait ironiquement : « Je ne suis pas marxiste ! » Jaurès, en voyant ses successeurs, aurait pu dire : « Je ne suis pas jauriste ! »

La classe ouvrière ne renonce pas à la lutte quotidienne pour son programme minimum. Mais il en est de la classe ouvrière comme d'un prisonnier mis au droit commun qui fait que notre régime est plus scélérat que le pire des scélérats. Avec M. Caillaux, il demande le régime politique pour ne pas mourir en prison. Mais la prison reste la prison, même si elle est un peu plus supportable. La classe ouvrière mise au régime de droit commun réclame énergiquement le régime politique. Mais il n'est pas permis à un socialiste de l'enfermer à perpétuité dans la prison capitaliste sous prétexte d'avoir amélioré son ordinaire de prison.

Entre le socialisme et le réformisme, il faut choisir.

Le Parti choisira le socialisme et repoussera, conformément à son pacte d'unité, tout *Ersatz* du socialisme, c'est-à-dire le réformisme qui en est la caricature.

---

---

## La collaboration des Classes et la Guerre

La collaboration des classes avec son aboutissement logique : la participation au pouvoir bourgeois est le grand moyen, l'arme préférée du réformisme qui sacrifie le reste pour sauver le tout (voir, par exemple, le discours d'Hertling au sujet de la réforme électorale en Prusse). Nous avons déjà étudié le réformisme. C'est la grande illusion. Il est facile d'accumuler des colonnes de chiffres pour montrer comment toutes les améliorations partielles de la situation de la classe ouvrière s'annulent et s'annuleront de plus en plus rien que par la vie trop chère et par l'impôt trop lourd.

Nous pouvons nous épargner cet étalage de chiffres. Toute ménagère sait, par sa douloureuse expérience personnelle, que le prix de la vie a quadruplé ou quintuplé. Admettons même que le salaire ait doublé, ce qui n'est pas assez fréquent, la famille ouvrière reste encore loin de son compte. Notez en plus ceci. La hausse sensible des salaires n'atteint que des couches privilégiées qui forment, somme toute, des exceptions, tandis que la hausse vertigineuse du prix de la vie n'épargne personne. En dépit

de toutes les réformes et toutes les améliorations possibles, le problème de manger à sa faim deviendra de plus en plus, pour les masses populaires, celui de la quadrature du cercle, surtout lorsque les ressources exceptionnelles du temps de guerre feront défaut.

Tel but, tel moyen : le réformisme est illusion et la collaboration une duperie. En effet, nous ne voyons pas comment la collaboration des socialistes avec les bourgeois et le partage fraternel des portefeuilles ministériels combleront les déficits inévitables avec les budgets monstres d'une quinzaine de milliards absorbant deux ou trois quarts des revenus. Les exterministes aveugles et ignorants ne savent pas où ils vont et ce qui les attend au moment de la « douloureuse », de la note à payer. Ils nous préparent un avenir plein d'angoisses.

Pendant la guerre, la collaboration des classes a entraîné des hommes qui, leur vie durant, l'ont combattue comme une trahison envers le socialisme. Ils ont, tout à coup, découvert que nous avons une maison commune avec nos adversaires de classe. L'incendie menaçait la maison. Et ils ont fait la chaîne — en bons pompiers de la nation. C'est ainsi, du moins, que les Scheidemann et les David ont cherché à expliquer les « vacances socialistes » qu'ils s'étaient accordées.

Or, Messieurs les « collaborateurs » ont oublié quelques détails. Tout d'abord, ils feignent d'ignorer que les incendiaires se cachaient dans la maison même et qu'il s'agissait avant tout de les isoler et non de collaborer avec eux. Ensuite, la collaboration avec les incendiaires, au lieu d'éteindre l'incendie, le nourrit et le prolonge. Les soi-disant défenseurs de la maison commune en sont devenus les destructeurs. La collaboration socialiste avec les nationalistes apparut comme une sorte de garantie pour le repos de conscience de ces derniers. Elle les a déchargés de tout remords et surtout de toute crainte de représailles.

Ce fut également une erreur de jugement impardonnable pour un socialiste qui pense. Car la guerre est un fait de classe, le produit d'une politique que le socialisme a toujours combattue.

La collaboration aveugle du socialisme avec les partis de la guerre a désarmé toute opposition et permis ainsi aux gouvernants d'agir en toute liberté, hors de tout contrôle sérieux, et d'accumuler des fautes et des mala-

dresses sans nombre en laissant naturellement au peuple le soin d'en payer les frais.

En opposant la lutte des classes permanente à la collaboration des classes, nous tenons à lui donner son véritable sens en évitant des erreurs faciles à commettre. La lutte des classes n'est pas notre œuvre ni notre idéal : c'est le fait courant de la vie capitaliste. Et le meilleur moyen de l'éterniser, c'est de le nier. Pour guérir un fléau, il faut commencer par reconnaître son existence. Le Capitalisme nie en paroles la lutte des classes tout en déclarant la guerre aux classes qu'il exploite et jurant que ses privilèges de classe sont aussi éternels que la succession des saisons. Nous combattons ce mensonge et cette hypocrisie. Nous disons ce qui est. Nous appelons le mal par son nom. Nous en étudions les causes pour pouvoir les combattre avec succès.

Autre chose : La lutte des classes ne veut pas dire la haine des classes.

Pierre Kropotkine me disait un jour que le *Capital* de Marx est, malgré son volume et son caractère scientifique, le pamphlet le plus vigoureux et le plus mordant qui ait jamais été écrit. Or, Marx déclare formellement qu'il ne prêche pas la haine envers le capitaliste, qui ne fait que remplir une fonction sociale pendant une période déterminée.

Toute classe dominante est dans ce cas. L'esclavage nous a délivrés de l'anthropophagie. Le chevalier rapace de l'époque féodale a mis un brigand patenté et reconnu à la place du brigandage anonyme et insaisissable. La monarchie a créé l'unité de l'arbitraire et du despotisme, plus facile à atteindre que l'anarchie féodale. Le Capitalisme a contribué à créer des forces productives extraordinaires.

Toute classe ne devient funeste que lorsqu'elle cherche à prolonger son existence au delà de son utilité et qu'elle s'obstine à occuper la place de son héritier légitime.

Voilà pourquoi le socialisme peut se permettre le luxe d'être juste envers ses adversaires. Il reconnaît les services rendus dans le passé par les classes dominantes. Mais il nie que ce soit là des preuves d'immortalité...

Le socialisme ne cherche pas à renverser le rôle des classes, à les déplacer en mettant les classes supérieures à la place des classes inférieures et *vice versa*. Le progrès n'y gagnera rien si l'on met, par exemple, Madame à la

cuisine et la cuisinière au salon, ainsi que cela se fait, par endroits, en Russie. Le socialisme supprime le régime des classes. Il n'excommunie personne. Priver la classe capitaliste du droit de suffrage, ainsi qu'on le propose également en Russie, est absurde. Les capacités capitalistes, administratives, scientifiques et autres, appartiennent à la société, qui les a payées assez cher. Et c'est voler le peuple que de les supprimer ou de les gaspiller seulement. Le socialisme est la *continuation* et l'*intensification* du progrès et non le retour à la barbarie.

La collaboration des classes d'avant la guerre se faisait du moins au nom des réformes démocratiques, au nom de la solidarité humaine. On cherchait à se placer *au-dessus* de la lutte des classes, c'est-à-dire au-dessus de la réalité. Nous avons combattu cette tactique. Et nous ne le regrettons pas. Mais en combattant le bloc « démocratique », nous n'avons pas voulu favoriser le bloc réactionnaire, qui est *au-dessous* de la lutte des classes. Et cependant la collaboration des classes pendant la guerre avait ce caractère réactionnaire. La réaction en a largement profité...

Nous devons réclamer le retour du Parti au socialisme et à l'action démocratique, la fin de l'équivoque, qui a assez duré !

---

## La participation pendant la Guerre

La participation ministérielle était déjà assez compromise, comme tactique socialiste, avant la guerre : la guerre mondiale l'a achevée. Il n'est pas niabile qu'elle comporte quelques « petits profits » dans le genre de ceux que l'hameçon assure au poisson accroché — un brin du ver « nourrisseur ». Et l'on a raison quand on affirme que sous le régime de la *participation*, je n'aurais pas goûté, avec tant d'autres, les délices des prisons républicaines.

Sans même parler de ces fameux « soixante mille » — ce qu'aux yeux de certains bourgeois stupides doit représenter les trente deniers multipliés par deux fois mille (tout augmente !) — que valent ces « petits profits » en regard du dommage énorme qui résulte pour le socialisme de la tactique de la participation, surtout pendant la guerre ? Il y a des compensations inacceptables. Un pro-

testant accepterait-il d'être membre d'un conclave contre la promesse d'être élu pape ? Un socialiste ne saurait à la fois gouverner et assurer l'ordre bourgeois, et le combattre, se marier simultanément avec le socialisme et avec le capitalisme. Il faut qu'il trompe l'un ou l'autre. Jusqu'ici ce ne fut le capitalisme qui fut... délaissé. La loyauté socialiste et le simple bon sens excluent cette bizarre bigamie, ce dédoublement de la personnalité socialiste.

Malgré la douloureuse expérience faite par le Parti avec la *participation* d'avant-guerre, nos ministérialistes quand-même ne désespéraient pas. Ils disaient que l'expérience n'était pas concluante. Tantôt accusait-on la personne des participants, tantôt l'opposition du Parti aux participants. Millerand fut trop ambitieux, Briand trop malin, Viviani trop paresseux. Et tous ne pouvaient retourner la société capitaliste comme un gant parce que le Parti n'a jamais voulu donner son adhésion franche et pleine à la participation.

Or, depuis la guerre, ces deux objections tombèrent. En septembre 1914, la C. A. P., organe exécutif du Parti, a accepté solennellement la participation de Jules Guesde et Sembat et, plus tard, celle d'Albert Thomas. Au point de vue personnel, les « participants » ne laissèrent rien à désirer. Guesde est un apôtre du socialisme de classe qui a un glorieux passé de militant sans tache. Sembat appartenait à la fraction révolutionnaire du Parti dite blanquiste. Thomas est un bûcheur et une compétence.

Et les conséquences de la participation de ces militants éminents ? Tout le monde est d'accord — ou peu s'en faut — qu'elles furent funestes. On ignore encore bien des détails des négociations qui ont conduit à la participation. Quand on saura tout, il y aura peut-être des surprises. Mais une chose est certaine. La proposition de « participer » était venue d'en haut au lendemain même de la mort de Jaurès. Il faut ignorer tout de la politique des chefs parlementaires du Parti pour ne pas savoir qu'une telle proposition n'ait pas pu rester sans influence sur le vote du 4 août 1914. Avec le vote contre les crédits militaires, la participation aurait été tuée dans l'œuf !

D'autre part, une fois les socialistes au pouvoir, ce fut le vote des crédits militaires obligatoire, l'impossibilité absolue de réunir l'Internationale, la mort de tout esprit d'opposition. La participation fut le poids mort, le boulet que le Parti traînait pendant les trois premières années

de la guerre. Il ne commençait à respirer librement que depuis la fin de la participation. Rien n'engage autant un parti que le pouvoir : le radicalisme en est mort et le socialisme a failli en mourir.

Les classes dominantes eurent un but déterminé en faisant *participer* les socialistes : elles les désarmèrent. Elles les chargèrent de toutes les responsabilités sans leur accorder un pouvoir correspondant. Sembat dut céder la direction des chemins de fer à un technicien militaire. Cela n'empêche que quand Paris eut froid, c'est Sembat qui en mourut — ministériellement. Jules Guesdé, militant socialiste remarquable mais sans aucune préparation gouvernementale — c'est à son honneur ! — est passé au ministère, ainsi qu'il l'a dit lui-même, « comme dans un tunnel », sans rien y voir. La responsabilité fut écrasante, les avantages minimes. On a laissé en liberté quelques militants en vue, mais toute la classe ouvrière, toute la République, furent *enchaînés*, y compris le président du Conseil actuel. Le 4 août 1914, le jour du triomphe de l'Union Sacrée la plus absolue fut celui de la proclamation de l'état de siège pour toute la France. Le peuple vota sa confiance *unanime au pouvoir*.

Et le pouvoir répondit à cette confiance en lui enlevant toutes les libertés chèrement conquises. Les procès de tendance actuels ne sont que la concession logique du système inauguré le 4 août. Caillaux et Malvy sont victimes de ce système que le ministre de l'Intérieur maintenant exilé eut le grand tort d'introduire en l'adoucisant de temps en temps. Aujourd'hui, il paye cher ses conséquences. Les participants socialistes prirent la responsabilité de cet état de choses avec toutes ses conséquences politiques et militaires. Ils acceptèrent la réalité de la responsabilité et l'ombre du pouvoir.

Même aujourd'hui, toute la situation du Parti est faussée par l'idée de la participation. Ce sont ceux qui caressent cette idée pour l'avenir qui sont les adversaires les plus résolus et les plus acharnés de la lutte pour la paix et de la réunion la plus rapide possible de l'Internationale. Ils sont hypnotisés par ce qu'on pense et par ce qu'on dit d'eux dans les milieux bourgeois dispensateurs du pouvoir. Ils sont plus solidaires avec les classes dominantes de leur pays qu'avec la classe ouvrière des autres pays.

La participation est fatalement nationaliste. Le Parti

socialiste en décidant le retour décisif à l'Internationale, condamnera pas cela même la participation.

On ne sert pas deux maîtres à la fois : la bourgeoisie nationaliste et la classe ouvrière internationaliste.

---

---

## La Conception Socialiste de la Défense Nationale

Si le réformisme opportuniste, la collaboration des classes et l'idée de la participation au pouvoir bourgeois ont puissamment préparé le terrain pour la déviation finale du 4 août 1914, la force déterminante et immédiate de la crise socialiste pendant la guerre fut certainement l'idée de la défense nationale. La solidarité internationale fut sacrifiée à ce qu'on appelle le devoir national. Les majoritaires allemands et français ont accepté la guerre avec toutes ses conséquences au nom de la défense de leurs pays respectifs. La défense nationale reste toujours l'argument décisif invoqué par *tous* les majoritaires des deux côtés de la barricade sanglante. Examinons de près ce problème capital.

La guerre crée pour le socialisme international un cas de conscience collectif. D'une part, il n'a pas le droit de sacrifier son pays au profit d'un autre. Il ne peut pas se faire assassin de sa mère patrie. La classe paysanne et ouvrière n'est pas hors de la nation : c'est la nation elle-même moins les parasites. En défendant la liberté et l'indépendance du pays, elle défend sa propre indépendance, sa propre liberté. L'antipatriotisme ouvrier théorique, mille fois moins dangereux que l'antipatriotisme pratique des sans-patrie capitalistes, ne fut jamais autre chose qu'une expression exagérée de la lutte légitime et nécessaire contre les exploiters, les phraseurs et les voleurs de la patrie, contre la bande chauvine et nationaliste composée de véritables malfaiteurs publics, contre les provocateurs des guerres dans tous les pays.

La participation effective et individuelle dans la guerre ne fut jamais mise en question ni dans le Parti, ni dans la C. G. T. Ni les socialistes ni les syndicalistes n'ont jamais prêché la désertion devant l'ennemi.

Mais, d'autre part, le Parti socialiste est une organisation internationale dont le mot d'ordre est l'opposé de :

CENSURE

Le socialisme sans l'internationalisme est une mauvaise plaisanterie. La mission historique du socialisme est précisément de mettre fin aux luttes fratricides entre les nations et de fonder la société internationale. Toute guerre entre nations et races est pour la classe ouvrière une guerre civile. La guerre voulue, ou même acceptée, est le suicide de l'Internationale.

Le prolétariat ne peut sacrifier ni son pays ni celui des autres, ni sa vie ni ses raisons de vivre. Il ne veut ni disparaître, ni se renier, ni être dupe de ses idées généreuses et de ses intérêts généraux,

### CENSURE

Voilà le problème

dans toute sa grandeur tragique.

Pour le résoudre, les majoritaires des pays alliés ont imaginé deux théories : celle du premier agresseur et celle de la suppression de la guerre par la guerre. Nous seuls avons le droit de nous défendre parce que nous avons été attaqués. Puis, nous luttons pour mettre fin à la guerre et fonder la Société des Nations. Or, ces deux théories sont fausses, puériles et antisocialistes. Nous avons toujours dénoncé la politique des classes dominantes comme cause déterminante des guerres. Nous avons toujours rendu responsable de cette politique le régime capitaliste. Toute la critique socialiste du régime dominant est mise en question par cette théorie du premier agresseur qui élève à la hauteur d'un système socialiste un simple argument de propagande et d'entraînement guerrier. On peut bien reconnaître la responsabilité immédiate des gouvernements des Empires centraux sans décharger le régime capitaliste de son crime collectif. En concentrant toute leur attention sur les causes immédiates — sur les prétextes et les incidents du début de la guerre — les socialistes font une œuvre antisocialiste et chauvine. Car ils amnistient le régime qu'ils ont le devoir de combattre et accablent les autres nations en creusant encore plus profondément l'abîme que crée entre elles la guerre. Les majoritaires de partout ont fait pendant quatre ans le jeu des pires nationalistes.

L'égoïsme est un grand sophiste. Et l'égoïsme national est le plus grand des sophistes. Il raisonne comme le sauvage qui à la question : « Qu'est-ce qu'est le bien et le mal ? » répondit : « Quand on me vole ma femme, c'est mal ; quand je vole celle d'un autre, c'est bien ! » Le majoritaire se reconnaît le droit de défense nationale, mais

le conteste à l'ennemi. C'est puéril. Une fois la guerre déclarée chaque nation défend son existence. La responsabilité gouvernementale ne supprime pas ce qu'on appelle le devoir national. Ni Thiers, ni les républicains du Second Empire qui rendaient Napoléon III responsable de « l'agression » contre l'Allemagne, ne se dispensaient du devoir de la défense nationale. Si le hasard avait fait naître Thomas ou Renaudel de l'autre côté du Rhin, ils auraient agi comme Südekum et Scheidemann. Leurs arguments et leur mentalité sont identiques.

Quant à la théorie de la suppression de la guerre par la guerre, elle est tellement contraire à toute expérience historique et à la nature des choses que nous croyons inutile de la réfuter tout spécialement. La guerre contre Napoléon I<sup>er</sup> et contre la France de la coalition monarchique avait été également considérée comme une croisade contre la guerre. Elle n'a fait naître que de nouvelles occasions de guerres : les traités de Vienne avec tout ce qui s'ensuivit. La guerre est la génératrice de toutes les haines entre les nations, la source inépuisable des revanches. Chaque guerre porte dans ses flancs ensanglantés plusieurs nouvelles guerres. La guerre mondiale a créé le militarisme mondial, que le socialisme seul pourra vaincre définitivement si l'humanité n'est pas destinée à disparaître dans un océan de sang et de larmes.

### CENSURE

Les socialistes l'ont toujours affirmé, Voici ce qu'a écrit, sous le titre : « Leur défense nationale », un homme peu suspect d'antipatriotisme, à côté de Jaurès, Viviani et Briand :

« Voilà cent ans que la *Défense nationale* sert de paravent à toutes les turpitudes des gens au pouvoir.

« Derrière cette raison d'Etat s'abritent les crimes de l'Histoire. Dumouriez, Moreau, Bourmont, trahissaient la France pour la sauver ; comme Louis XVIII, les nobles et les curés l'assassinaient pour lui apprendre à vivre. Quand les Cosaques et les hordes prussiennes ravagèrent notre pays au nom du roi, c'était pour son bien, pour sa défense morale.

« A Metz, quand Bazaine livrait son armée de défaites, sans que Canrobert le statufié, Lebœuf le statufiable, protestassent, les uns et les autres de ces grands chefs traîtres ou complices de traîtres, invoquèrent le salut de la France. Aussi Napoléon, aussi tous les généraux qui dans

cette campagne n'usèrent pas de la poudre d'escampette ; et les fournisseurs qui vendaient pour du cuir des souliers de carton, des sabres de zinc pour de l'acier ; et les intendants qui empochèrent les millions destinés à la nourriture des soldats...

« Au nom de la Défense Nationale, les mêmes hommes, ou leurs frères, ou leurs fils, ont fait le Tonkin, Madagascar... »

(Gérault-Richard, *Petite République*, 12 janvier 1898.)

C'étaient les idées courantes du socialisme, le thème éternel de nos discours et de nos écrits. Depuis la guerre nous avons changé tout cela...

L'expérience récente a-t-elle apporté des changements dans cet état de choses ? Non et non ! La guerre est devenue plus atroce, voilà tout.

#### CENSURE

Tant que la classe ouvrière et paysanne est impuissante à renverser le régime capitaliste, elle *subit* ce régime avec toutes ses conséquences, y compris la guerre, mais elle ne cesse pas son œuvre de paix et de vie en laissant toute la responsabilité de la guerre et sa continuation aux classes qui dominent et gouvernent les nations.

Voilà *notre* défense de la nation !

---

---

## La Défense Nationale et la Réaction Européenne

Tout lecteur attentif voit que nous nous adressons exclusivement à *la raison* et que nous faisons des analyses rigoureusement *scientifiques*. Nous ne sommes pas des mentors et nous laissons aux socialistes conscients le soin de conclure par eux-mêmes. De quel droit la censure s'en mêle ? Le fondateur de la philosophie moderne, René Descartes, disait : « Je pense, donc *je suis*. » La pensée est notre existence. La censure de la pensée est donc un attentat à l'existence nationale. M. Clemenceau fut, jadis, un grand démocrate. L'a-t-il oublié complètement ? Qu'il se rappelle, cet « enfant de la patrie », le

*texte intégral de la Marseillaise, au lieu de la chanter pour le roi de Prusse, qui est en train d'exploiter ses discours-chansons.*

\*

\*\*

La réaction a toujours excellé dans l'art d'appeler : « Au voleur ! ». C'est ainsi qu'elle a découvert le *défaitisme* — chez les autres. Or, ce barbarisme, quant au mot aussi bien qu'à la chose dont nous ne nous interdisions pas la recherche de la paternité, est d'origine franchement réactionnaire.

Ce sont les héros de Coblenz de la grande Révolution, ceux mêmes qui ont amené leur Roy « dans les fourgons de l'étranger » — il n'y avait pas alors de « wagons plombés » — qui avaient inventé, et *pratiqué*, le *défaitisme intégral*. Ils s'étaient alliés avec l'ennemi contre la France. L'armoire de fer de Louis XVI en connut quelque chose.

Si ce n'était que de l'histoire ancienne, nous n'aurions rien dit. Mais le *défaitisme* des classes dominantes est de la plus brûlante actualité. M. Milioukoff, le chef libéral officiellement fêté à la Sorbonne de Paris pendant la guerre, a dit publiquement à la Douma, après les défaites des armées russes, qu'ils préféreraient « la situation d'alors à la Révolution ».

De tous les socialistes du monde entier, il n'y avait que Lénine qui, ouvertement, et non dans les petits coins et dans les coulisses, ainsi que le fait la réaction, déclarait que « les révolutionnaires de *tous* les pays doivent *désirer la défaite de leur gouvernement* ».

Tous les socialistes déclarèrent cette théorie absurde. Car la défaite des uns suppose la victoire des autres. Donc, celui qui désire, dans l'intérêt révolutionnaire, la défaite de *son* gouvernement — et de son pays — assure par cela même la victoire contre-révolutionnaire d'un gouvernement étranger. C'est un nationalisme à rebours. Le « *défaitisme* » ne s'occupe que de *sa* révolution nationale. Peu lui importe que les autres pays croupissent dans la réaction. Même son collègue actuel Trotsky combattait cette prétendue théorie dans le *Nache Slowo* de Paris.

Au fond, Lénine ne s'était préoccupé alors que des intérêts de la Révolution russe. Et se basant sur ce fait indéniable que la défaite rend sage tout gouvernement réactionnaire, il *désirait* avant tout la défaite du tsarisme. Et il criait à la « déviation » lorsque Kameneff, son lieu-

tenant, et les députés Bolcheviks de la dernière Douma, lors de leur procès, avaient renié le défaitisme parce qu'ils n'auraient pas pu le soutenir sans scandale !

En dehors de Lénine, aucun parti socialiste ne mettra jamais dans son programme la défaite de son *pays*, comme moyen de changer le régime.

La Réaction, par contre, l'a fait en Russie après la Révolution d'octobre-novembre, lorsqu'elle saluait les troupes allemandes se dirigeant sur Petrograd. La bourgeoisie et la réaction d'Ukraine sacrifièrent leur autonomie, se mirent sous la botte impérialiste pour sauver leurs privilèges de classe : la grande propriété ! La bourgeoisie et la réaction finlandaises ont agi selon la même méthode. Ils ont renversé aux pieds du Kaiser la République qui avait la majorité des pays derrière elle : Ils ont massacré, dans leur rage antisocialiste, peut-être une dixième partie de leur population mâle. Jamais on n'a vu un massacre pareil perpétré ignominieusement sur ses propres compatriotes. Aucun journal bourgeois n'a protesté contre cette Saint-Barthélemy socialiste. Le cœur bourgeois ne se met en mouvement que lorsqu'il s'agit de la terreur bolcheviste : c'est un cœur de classe.

Le patriotisme de la réaction l'est également. En voici les preuves irréfutables. La réaction dirigeante se compose des classes riches, des classes privilégiées. Dans la communauté nationale, elle défend sa part du lion. Or, ses sacrifices sont en proportion inverse. Non seulement les classes dominantes ont mille moyens de mettre les leurs à l'abri, moyens que les classes pauvres ne possèdent pas mais, grâce à leur instruction, qu'elles doivent à leur fortune et à leur situation sociale, elles occupent les places les moins exposées dans tous les services publics, y compris l'armée.

Ont-elles, au moins, le sentiment de leur devoir social plus développé ? C'est le contraire qui est vrai.

Dans tous les pays belligérants, les classes privilégiées sacrifient l'intérêt national à leur intérêt de classe. Le tsar et ses propriétaires fonciers ont sacrifié la Russie au maintien de leur pouvoir absolu. Les junkers se battent depuis trois ans sur le front intérieur allemand pour maintenir leurs privilèges politiques les plus scandaleux au Landtag prussien et le système peu constitutionnel du Reichstag. Les classes dominantes en Allemagne brisent « l'union sacrée » nationale au profit de leur intérêt de classe.

Les conservateurs anglais agissent de même dans la question du *home rule*. Nos capitalistes à nous, très Union Sacrée, ont profité de la guerre pour accumuler des richesses colossales, pour faire renouveler par leur Klotz, nouvelle édition corrigée et complétée, pour ne pas dire *recoupée* du fameux Raynal des « conventions scélérates », les privilèges de la Banque de France.

Pour éprouver la solidarité de l'Union Sacrée chez les hommes d'argent, parlez-leur un peu de l'impôt sur le revenu. Vous risquerez de rendre fou de colère le *Temps* lui-même, qui veut se battre jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou — des autres.

Cependant l'occasion fut belle pour les classes privilégiées de prouver aux ouvriers et aux paysans, par des faits et non par des paroles, que la défense nationale n'a rien de capitaliste. A la guerre totale, sacrifice total de privilèges !...

Nous sommes loin du compte. L'abîme qui sépare les classes en Europe s'était élargi pendant la guerre. Le *Berliner Tageblatt* se plaint que de formidables trusts se sont formés en Allemagne au cours de la guerre, ayant comme but de réduire à l'esclavage le producteur et le consommateur. Mais les trusts et leur développement sont d'ordre capitaliste universel.

On a défini le socialisme comme « la science et la conscience de notre époque ». En effet, jusqu'à la guerre, il fut à peu près seul à comprendre et apprécier objectivement les bases mêmes de la société moderne. Nos majoritaires ont changé tout cela. Ils n'ont rien compris quant aux aspects sociaux et économiques de la guerre. Ils n'ont même pas vu ce qui crève les yeux, à savoir que la guerre fut avant tout dirigée contre le socialisme et la démocratie. « Il faut en finir », fut le cri du cœur de toutes les bourgeoisies du monde. « Il nous faut une bonne guerre pour faire taire ces gens-là » — qui n'a pas entendu ces paroles au moins une fois dans sa vie ? Le socialisme fut frappé d'amnésie : il a tout oublié, et n'a rien appris.

Le Parti y mettra bon ordre ou nous aurons une faillite de plus...

---

---

## Le Devoir International

Si la « politique intérieure » des majoritaires peut être expliquée, sinon excusée, par le souci de la « défense natio-

nale », par la crainte de la ruine du pays, leur « politique extérieure », c'est-à-dire leur attitude envers l'Internationale restera toujours un objet de stupéfaction pour l'histoire.

Nos pires ennemis n'osèrent pas envisager, avant la guerre, un pareil fiasco. On pouvait craindre l'étranglement violent de l'Internationale, mais non son abdication volontaire, son suicide absurde et sans gloire. A la suite de l'attitude inattendue de ses deux sections les plus puissantes et de son président, l'Internationale s'est évanouie un beau matin. Un quart de siècle d'existence et de lutte a disparu comme par enchantement. Jamais on n'a vu une chute aussi lamentable d'une pareille force historique !..

Quels furent les arguments de ceux qui portèrent en terre l'Internationale à la grande joie de toutes les bourgeoisies ?

D'abord un argument bassement nationaliste : on s'interdisait le commerce avec l'ennemi Scheidemann, tout en se rencontrant secrètement avec l'ennemi Bernstein. A la moindre réflexion cet argument s'écroule. L'Internationale est un organisme, une institution sociale dont l'existence est indépendante de l'attitude d'une ou de plusieurs de ses sections. On sait qu'une société est quelque chose de plus que la somme de ses membres, de ses associés. Elle représente un principe, un capital collectif d'idées et de traditions, de forces indescriptibles. Il ne dépend ni de Scheidemann, ni de Thomas, de détruire le patrimoine collectif des générations, patrimoine créé par d'innombrables martyrs de notre cause, par des penseurs et des militants comme Karl Marx, Engels, Liebknecht, Bebel, Singer, César de Paape, Bakoumine et Jaurès. Supprimer cet organisme vivant, sous prétexte de ne pas vouloir se rencontrer avec X ou Y, est un acte de vandalisme social inouï.

On ne va pas à l'Internationale pour le plaisir de voir X ou Y, mais pour vivre sa vie internationale, pour faire acte de socialisme. Est-ce qu'on rompt le pacte national parce que tels groupements d'individus nous déplaisent ? Un congrès international n'est pas un rendez-vous d'amis personnels, mais une armée qui lutte pour une idée qu'on n'a pas le droit de désertir sous prétexte de la mauvaise conduite de tel ou tel soldat de cette armée.

« Mais ces majoritaires à la Scheidemann ont les premiers déserté le devoir international », disaient, d'accord avec le *Temps*, le capitalisme fait journal » (expression de Jules Guesde), les majoritaires de Thomas-

Renaudel. Admettant même que le *Temps*, grand expert en hérésies socialistes, et Albert Thomas disent vrai, c'était une raison de plus pour réunir l'Internationale, afin de juger ses membres infidèles. A-t-on jamais vu un juge refusant de se réunir dans la même pièce que l'accusé ? Ces scrupules auraient simplifié tous les procès. Et je n'aurais jamais eu le plaisir, moi, « échappé des pogroms », de me rencontrer au 3<sup>e</sup> conseil de guerre avec mon accusateur public, M. Mornet...

L'objection policière ou sentimentale d'éviter de mauvaises rencontres est donc on ne peut plus puérile. L'Internationale se compose d'une trentaine de sections nationales dont l'immense majorité ne partage pas le point de vue Scheidemann qui, soit dit en passant, *théoriquement* est identique à celui de Thomas-Renaudel. Scheidemann ne fut qu'un prétexte. La cause qui fit désertier, par nos majoritaires, leur devoir international doit être cherchée ailleurs...

L'Internationale socialiste n'est pas la seule et unique Internationale au monde. A côté d'elle, il existe l'Internationale catholique. Pendant la guerre un pape est mort. Un Conclave fut convoqué pour élire un nouveau pape. Aucune section nationale catholique ne manqua au rendez-vous international catholique : les cardinaux français siégèrent à côté des cardinaux allemands. Et c'est tout à leur honneur. On ne déserte pas, sous prétexte de guerre, son devoir religieux. On ne se défait pas de sa conscience socialiste pendant un certain laps de temps. Et on se rappelle avec quelle mordante ironie les socialistes dénoncèrent « le socialisme en congé » (expression d'Ed. Vaillant) de M. Millerand. Pendant la guerre, ce fut tout un parti qui a donné « congé » au socialisme, « jusqu'à la fin des hostilités ». Que dis-je ? C'est notre « pape rouge », c'est Emile Vandervelde lui-même qui a remis sa « tiare » dans les mains d'un roi, qui n'appartient, autant que je sache, à aucune section de l'Internationale présidée par son ministre.

Cependant, jamais l'Internationale ne pouvait jouer un rôle plus glorieux que pendant ce conflit des nations sans précédent. Mère protectrice de toutes les nations, soucieuse des intérêts de chacune, elle aurait pu, et aurait dû jouer le rôle du véritable arbitre des nations. C'était une Société des Nations toute prête, toute faite, fondée il y a un demi-siècle sur l'initiative des ouvriers français et anglais, par Karl Marx et Michel Bakounine. C'était une

société de nations qui fonctionnait glorieusement avant M. Wilson, qui a remplacé M. Vandervelde à l'Internationale des majoritaires... Elle a démontré son impartialité en protestant, par la plume de l'Allemand Karl Marx, contre l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine, et sa clairvoyance en présidant les conséquences politiques et militaires de cette annexion. Nos majoritaires ont brisé cette société des nations socialistes qui existait réellement pour courir après le fantôme d'une société bourgeoise des nations qui est encore à créer de toutes pièces. On ne saurait se renier davantage.

Il y a parmi les majoritaires des hommes qui se demandent chaque matin : « Qu'aurait fait Jaurès dans tel ou tel cas ? »

Or, on peut discuter à l'infini sur l'attitude générale qu'aurait adoptée Jaurès pendant la guerre. Pour nous, ses discours de Lyon et de la Maison du Peuple de Bruxelles après la déclaration de guerre à la Serbie, rangent moralement Jaurès parmi les minoritaires. Mais en tout cas, son attitude envers l'Internationale ne peut pas être mis en doute. Les déclarations formelles de Huysmans, qui nous a donné le testament internationaliste de Jaurès, ses supplications de maintenir l'Internationale, *quoi qu'il arrive*, établissent avec une certitude mathématique que jamais Jaurès n'aurait admis la destruction criminelle de notre « cathédrale de Reims » (Georges Plékhanoff).

Au milieu de l'océan furieux de haines et de massacres, l'Internationale aurait brillé comme un phare. Elle aurait été le port de salut pour l'humanité naufragée, l'éternel appel au bon sens, la cour permanente de paix et d'arbitrage, le *momento mori* au hideux carnage mondial. Elle aurait pu abrégé le martyre du monde, tandis que nos majoritaires solidaires des classes dominantes, ont tout fait pour le prolonger. Elle aurait combattu les haines, source des futures guerres, écarté maints malentendus et dénoncé les mensonges et les vanités qui empoisonnent tous les belligérants. Elle aurait tiré des leçons des événements grandioses et préparé l'avenir. Elle aurait aidé de ses conseils le prolétariat russe, qui *seul*, dans les ténèbres, cherche à réaliser le programme des congrès internationaux. Elle aurait combattu des déviations en tous sens.

Nos majoritaires ne se sont pas contentés de se mettre du côté de la police et des gouvernants capitalistes pour

combattre ouvertement l'Internationale — tâche digne entre toutes d'un socialiste ! — qu'on se rappelle les menaces directes de Vandervelde à ce noble et doux Morgari, en plein C. A. P. : ils l'ont attaqué par derrière, par des voies occultes et tortueuses. Nous arrivons au fameux *Mémoire*, ce « coup du père Thomas », et aux manœuvres des multiples congrès dits interalliés.

---

## L'ombre tragique de Pierre Schlemihl

On connaît le sujet du fameux livre de Chamisso : le malheureux Pierre Schlemihl a perdu son ombre. Le sort de la deuxième Internationale fut encore plus triste : Elle s'était perdue elle-même et n'a gardé que son ombre, ou même la moitié seulement de son ombre. Son bureau de Bruxelles disloqué, dont la moitié reste prisonnière des Allemands qui ont envahi la Belgique et dont l'autre se compose du président, Emile Vandervelde, et de Camille Huysmans qui, au surplus, ne sont pas toujours d'accord. Les sections sont dispersées, se cherchent et ne peuvent pas se rejoindre !

Les aventures de l'ombre à la recherche de son corps et *vice versa* sont à la fois comiques et tragiques. Le Bureau se refuse à la vie, mais il ne veut pas non plus mourir. Il n'a ni la force de vivre, ni le désir de mourir. Sa situation équivoque tient un peu du caractère complexe de son président : Emile Vandervelde. Le pape laïque de l'internationale rouge est une nature richement douée de qualités diverses, et souvent contradictoires. C'est un Jaures sans flamme. Il lui manque une passion dominante qui emporte tout. Sa situation est aussi complexe que son caractère. Supérieurement doué, comme orateur, écrivain et savant, il est attaché par sa naissance à un Etat minuscule, enchaîné d'ailleurs par sa neutralité imposée. Et Emile Vandervelde se trouve dans la situation d'un dreadnought exilé dans une petite rivière : la haute mer lui est interdite.

Ballotté entre divers courants, Vandervelde se fit diplomate et hésite entre Machiavel et Loyola, trop honnête pour suivre le grand fondateur de l'Ordre de Jésus et pas assez... italien pour s'identifier avec le grand Florentin.

Et Vandervelde s'est mis à ruser avec la réalité, de plus en plus inextricable. Il jouait à la fois le sauveur de la royauté belge, le propagandiste de la guerre à outrance et le président de l'Internationale socialiste. Il se fit nommer ministre d'un roi catholique dont le gouvernement fut toujours en lutte ouverte avec le Parti socialiste, tout en ne donnant pas sa démission de président de l'Internationale, dont il cherchait à faire un instrument de guerre à outrance.

Et notre brave Internationale ouvrière, simple et honnête, nullement rompue à la haute diplomatie, d'une nature fruste, franche et agitée, fut condamnée, pendant quatre ans, à des exercices plutôt fantaisistes, à un jeu savant et à peine compréhensible pour le peuple au sens probe et droit.

On commençait par déclarer : L'Internationale ne pourra se réunir tant que deux sections : la France et l'Angleterre, n'auront pas donné leur assentiment. C'était absurde. Pourquoi une trentaine de sections doivent-elles être à la merci de deux sections ou même plus ? Mais le Bureau a décidé, une fois pour toutes, qu'il n'ouvrirait pas les portes de la Maison du Peuple tant que *tous* ses locataires ne seraient pas réunis devant la porte.

Les locataires protestèrent et allèrent se loger ailleurs, à Zimmerwald, dont nous ne dirons rien pour le moment...

La logique, pas plus que le socialisme, n'étaient du côté du Bureau. Camille Huysmans, qui est moins diplomate et moins compliqué que Vandervelde, a fini par le reconnaître. Et il est devenu partisan sérieux de la réunion de l'Internationale. Mais il lui manque la puissance gouvernementale dont dispose le président de l'Internationale, qui n'en use que pour empêcher toute réunion vraiment internationale.

On ne se contenta pas de manœuvres dilatoires pour étouffer l'Internationale. On eut recours à deux autres moyens non moins équivoques : les réunions dites « inter-alliées » et la subordination du fonctionnement normal de l'Internationale à l'acceptation des conditions de paix par une *partie* (dite majoritaire) d'une seule section : la section allemande. Ces conditions sont exposées dans le fameux *Memorandum* dont Albert Thomas se déclare fièrement le père.

L'Histoire dira toutes les roueries, peu dignes de la cause socialiste, qui furent employées pour obtenir un savant

dosage de différents éléments de l'Internationale dans le but d'obtenir des majorités favorables à la guerre. L'adhésion inattendue de sections éphémères, qui n'ont jamais appartenu à l'Internationale, fut acceptée ; l'exclusion scandaleuse de sections puissantes prononcée. Nous ne pouvons pas entrer ici dans les détails. Et nous sommes obligés de nous limiter à un seul plat de la cuisine diplomatique « interalliée » : la résolution de février 1916. La Conférence « interalliée », où manquaient plusieurs alliés « oubliés » ou « empêchés », se composait de deux parties des jusqu'aboutistes et des pacifistes. Pour concilier l'inconciliable, on a dit aux « patriotes » : vous signerez la partie de la résolution que vous n'acceptez pas (« tous les gouvernements également responsables de la guerre »), et, pour vous récompenser, « les internationalistes » signeront à leur tour l'autre partie de la résolution qu'ils n'acceptent pas non plus (« la guerre jusqu'au bout »). Chacun mentira à sa conscience. Et, de ces deux mensonges on fera une seule résolution — *unanime*. Ainsi fut fait. Et tout le monde eut honte de ce monstre — diplomatique. La Chambre française s'était émue de ce fait que des ministres socialistes avaient pu flétrir leur propre gouvernement en signant « le monstre ». Les ministres socialistes permirent à leur président du Conseil (M. Viviani) de les désavouer. Et « le monstre » a vécu. De temps en temps ses membres épars apparaissent à la surface des débats socialistes pour disparaître aussitôt, honteux de se montrer en public...

Nous passons sous silence d'autres hauts faits diplomatiques des différentes réunions interalliées pour arriver, le plus rapidement possible, au *Memorandum*, ce chef-d'œuvre de duplicité et de ruse...

On sait que les majoritaires, terrorisés par « les trois pèlerins » (Cachin, Lafont, Moutet), qui *ont vu de leurs yeux* la formidable Révolution russe, avaient voté en 1917, « la mort dans l'âme », la réunion obligatoire de l'Internationale. Albert Thomas était absent. Il est venu. Il a vu. Et il a dit : « Cela ne sera pas. » Et il a mis au monde un *Memorandum* qui dit en substance : « Tant que les majoritaires allemands ne nous auront pas promis l'Alsace-Lorraine et autres choses semblables, nous ne réunirons pas l'Internationale. » Cela équivaut à dire : « Nous ne serons pas socialistes tant que nous n'aurons pas conquis l'Alsace-Lorraine et libéré les nationalités opprimées. » On appelle cela « des conditions ».

C'est tout simplement absurde. On ne pose pas « des conditions » au socialisme international qui veut vivre. L'Internationale, comme toujours, a *le devoir impérieux* de se réunir, de déterminer sa politique et d'obliger toutes les sections à s'y soumettre ou à se démettre. Si elle ne le fait pas, elle, se suicide, elle commet un acte de trahison. Toute autre tactique est une manœuvre, un « truc » pour étouffer l'Internationale, procédés dont un Jaurès aurait eu la nausée... Le *Memorandum* est un coup de Jarnac à l'Internationale. Il sera considéré par l'histoire socialiste comme une honte et un scandale.

Mais le digne couronnement des combinaisons d'un socialisme « interallié », socialisme de guerre s'il en fut, est la Conférence de Londres, convoquée par un *antisocialiste* notoire, M. Gompers, qui a, toute sa vie, combattu le socialisme. La presse capitaliste mondiale a salué la venue en Europe de ce Messie antisocialiste. Et, de nouveau, des résolutions quasi unanimes furent votées avec la complicité de quelques minoritaires fourvoyés. Ces résolutions — Merrheim et Longuet l'ont reconnu — portent toutes la marque de fabrique de ce genre de conférences : elles sont à double et à triple entente. On *accepte* le refus de paix et la guerre à outrance sans oser le dire carrément et brutalement. On *accepte* l'intervention armée contre la Russie révolutionnaire en dissimulant cette approbation sous des termes équivoques.

L'antisocialiste Gompers triomphe. Il est reçu dans « l'Internationale » socialiste dont le véritable Parti socialiste américain est exclu sur sa demande (au moins temporairement). Les premiers minoritaires qui sont allés à Zimmerwald signent les résolutions d'une réunion désavouée par les socialistes italiens, promoteurs de Zimmerwald (Voir le Manifeste du Parti socialiste italien publié par *L'Avanti*, du 18 septembre 1918.)

L'Internationale de Gompers mi-ouvrière et mi-patronale se dresse contre l'Internationale ouvrière socialiste : l'Internationale *jaune* contre l'Internationale *rouge*. Voilà à quoi aboutit la méthode tortueuse de nos diplomates en socialisme.

Il est vrai que notre ami Longuet a promis qu'« on ne l'y reprendrait plus ». Mais est-ce la première fois qu'il nous fait une pareille promesse ?

Le socialisme, c'est la droiture, c'est la lutte franche et loyale pour le plus haut idéal social et humain de notre temps. En dehors de cela, tout est duperie et mensonge.

La première internationale est morte d'une mort violente, déchirée qu'elle était par la lutte entre deux méthodes socialistes — le socialisme organisé et le communisme anarchiste.

La deuxième Internationale meurt de l'équivoque nationaliste et opportuniste.

L'Internationale nationaliste est morte.

Vive l'Internationale socialiste et ouvrière !

---

## La Crise Socialiste et sa Solution

La guerre n'a fait qu'accentuer et faire sortir à la surface la profonde crise socialiste d'avant-guerre. La lutte contre le Révisionisme (Amsterdam, 1904) n'en fut qu'une étape. On l'a appelée une crise de croissance. Il serait plus exact de la considérer comme une crise de réalisation. Le mouvement socialiste et ouvrier a prodigieusement grandi depuis un demi-siècle. Il est devenu une force mondiale.

Tout homme politique qui ne porte pas des œillères sait que là est l'avenir. Une certaine hâte d'obtenir des réalisations immédiates à l'aide de cette force réelle s'est emparée des esprits pratiques et dits positifs. Il ne manquait naturellement pas non plus d'hommes qui, à la faveur de formidables progrès socialistes éprouvèrent un empressement hâtif d'un autre genre ; celui de *réaliser* leur fortune personnelle qu'ils confondaient avec celle du socialisme.

Les classes dominantes elles aussi, voyant le danger, s'apprêtèrent à jouer l'éternelle comédie de séduction en employant tous les moyens de corruption pour diviser et disloquer les troupes socialistes en en détachant par la participation aux bénéfices du régime dominant, un certain nombre de têtes dirigeantes du socialisme organisé.

Les gouvernements capitalistes ont pu réussir, bien qu'en partie seulement, assez facilement.

La situation du socialisme est complexe et délicate. Il vit dans le présent, et il travaille pour l'avenir. Pour

exister, tout socialiste est tenu de s'adapter continuellement à l'état présent, aux lois et aux conditions existantes. Pour ne pas dégénérer, la classe ouvrière — et par la classe ouvrière nous comprenons tous les salariés, tous ceux qui vivent de leur travail soit manuel, soit intellectuel —, est obligée de lutter pas à pas pour toutes les améliorations immédiates. Mais d'autre part le socialisme n'a de sens que lorsqu'il a pour objet la transformation fondamentale du régime de la propriété privée.

De là, une lutte entre deux éléments du mouvement socialiste et ouvrier. Les réformistes subordonnent le socialisme aux revendications immédiates, l'avenir au présent, pour finir par faire disparaître totalement de leurs préoccupations l'idée et la cause socialistes. L'idée socialiste et ses partisans convaincus se défendent. Le socialisme est menacé du même danger de déchéance comme le christianisme et la démocratie bourgeoise jadis révolutionnaire.

La guerre mondiale a fait ressortir avec éclat, avec scandale, cette contradiction entre « le réalisme » à courte vue et le socialisme critique et clairvoyant. Les opportunistes et les réformistes se sont confondus avec les classes dominantes au moment même où le régime de la propriété privée et nationale subit la plus formidable crise. Au lieu d'utiliser cette crise pour faire les affaires du socialisme, nos réformistes et quelques révolutionnaires égarés s'offrirent sous prétexte de « défense nationale » en sauveurs du désordre existant. Heureusement que tous les éléments sains du socialisme ont plus ou moins énergiquement réagi. Le Parti se trouve dans la voie de guérison. Comme tout organisme vivant, il résiste aux multiples microbes de décomposition.

Mais à quelque chose malheur doit servir. La crise socialiste, la douloureuse expérience que nous traversons doit nous servir d'enseignement. Le socialisme a, comme premier devoir vital, le besoin de prendre des mesures énergiques *de défense socialiste*.

Et voici, à titre d'indication, quelques-unes de ces mesures. Il doit avant tout fortifier et développer les organisations socialistes proprement dites. Pour défendre leurs intérêts immédiats, les socialistes possèdent des organismes spéciaux ; des Syndicats, des Coopératives, des Ligues et des Associations.

Tous les salariés, tous les prolétaires, ceux de l'usine

ainsi que ceux des bureaux, doivent travailler, sans discontinuer, pour assurer à ces organismes le maximum de puissance et d'efficacité. Leur recrutement ne doit pas être gêné par une intransigeance hors de saison. Si au sommet de leur développement et à certaines époques critiques, ces organismes peuvent et doivent également jouer un rôle révolutionnaire, leur train-train ordinaire et quotidien les désigne aux tâches immédiates et réformatrices qui ne doivent pas être négligées.

Mais le Parti socialiste a, lui, une mission spéciale : l'éducation et l'organisation socialistes. Il doit tout, absolument tout subordonner au socialisme, le présent à l'avenir, « le temporel » à « l'éternel ». Il doit combattre le régime individualiste, celui de la propriété privée et nationale, avec la dernière énergie. Il doit travailler sans relâche, et *sans interruption*, à la socialisation et à l'internationalisation de toutes les forces productrices du globe.

Dans le domaine politique, il faut en finir avec la comédie du socialisme électoral, qui a perdu tout sens socialiste. Nous voyons aujourd'hui, tous les beaux fruits de ce beau régime de compromissions à outrance. Nous avons vu sous ce régime dont bien des scandales sont encore ignorés, des hommes qui furent jadis d'admirables propagandistes socialistes, comme Compère-Morel, être les obligés de la réaction nationaliste, tandis que la majorité de nos élus sont électoralement à la merci des radicaux moins naïvement, mais également nationalistes.

Il faut revenir à la propagande et à l'action socialistes. Le socialisme ne se transmet ni par hérédité, ni par contagion. Il est le fruit du développement de la conscience des intérêts généraux de la classe ouvrière et de l'humanité bien compris, le résultat d'un travail d'éducation et de propagande incessant.

Nos amis les élus qui, personnellement, sont, en grande majorité, des socialistes convaincus et sympathiques, ont le seul tort de croire qu'une fois arrivés à la députation, le but final est atteint. Or, pour eux, la tâche socialiste ne fait que commencer. Après avoir conquis les masses par le prestige du *mot* socialiste, il faut recommencer la lutte pour les reconquérir à la *chose* socialiste. Il faut profiter de la tribune nationale pour mener une action socialiste nationale. Il faut faire comprendre que le socialisme ne se contente pas de je ne sais quel replâtrage social et que notre but est : la transformation sociale totale, ce qu'on

appelle la Révolution sociale. Le socialisme doit dominer toutes les préoccupations des socialistes. Le reste est verbiage et duperie.

Il ne faut pas que nos députés considèrent *leurs* circonscriptions comme autant de « bourgs pourris », dont l'accès est interdit aux propagandistes du dehors. Les minoritaires devenus majoritaires, — non par l'esprit, mais par le nombre — doivent partout organiser des groupes où la propagande socialiste se fera avec méthode et intensité pour faire cesser le scandale d'un seul socialiste cotisant sur vingt électeurs dits socialistes. D'ailleurs, nos députés ont tout intérêt à avoir derrière eux des masses conscientes et nombreuses pour ne pas être à la merci du premier vent de folie réactionnaire qui passe. En un mot, au lieu d'être socialistes députés, nos amis à la Chambre doivent travailler à devenir des députés socialistes n'ayant que des électeurs et de l'action socialistes.

Que ceux qui ont perdu la foi socialiste, aient le même courage de leur opinion que leur ami dans l'intimité, M. Gustave Hervé, et qu'ils quittent un Parti qui n'est plus le leur. Mais que ceux qui restent fidèles à nos idées comprennent qu'une Nouvelle Ere commencera pour l'Humanité, après tant de sang versé et tant de ruines accumulées.

L'humanité tout entière doit bénéficier de la guerre en luttant pour la suppression de la source même de tous ses maux : la propriété — monopole, privée et nationale.

Il n'y a pas dans le Parti de place pour un socialisme des nouveaux riches. Le nationalisme est l'ennemi mortel du socialisme ; ceci tuera cela ; tant pis pour ceux qui ont des yeux pour ne rien voir et des oreilles pour n'entendre que le son de cloche capitaliste.

Le socialisme finira par être socialiste et rien que socialiste. Et le mot d'ordre de la nouvelle majorité doit être : « du socialisme, encore du socialisme et toujours du socialisme ! »

Charles RAPPOPORT.

